

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Service de coordination des politiques  
interministérielles  
Bureau de l'environnement et de l'utilité  
publique  
Installations classées pour la protection  
de l'environnement  
Société GURDEBEKE  
Commune de Lihons

**Mise en demeure**

ARRÊTÉ du **28 MAI 2020**  
La Préfète de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016, modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, notamment son titre IV ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE, dont le siège social est situé 65 boulevard Carnot à Noyon (60400) pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LIHONS (80320) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 juillet 2015 à la société GURDEBEKE, pour l'extension d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LIHONS (80320) ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 26 mars 2018 et du 08 août 2018 relatif à l'actualisation de certaines prescriptions applicables au site de Lihons ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 donnant délégation de signature à Madame Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 21 janvier 2020, transmis à l'exploitant par courrier du 5 mars 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier réceptionné le 13 mars 2020, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 21 janvier 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Non-conformité à l'article 27 de l'arrêté ministériel susvisé :
  - non-production d'une attestation du producteur justifiant d'une opération préalable de collecte séparée ou de tri sur l'admission suivante :
    - BP 01202082 du 21/01/2020 en provenance de BPS FRAGRANCES à Famechon (FIP n°0320-00022).
- Non -Conformité à l'article 30-I alinéa 1 de l'arrêté ministériel susvisé :
  - déchets réceptionnés non conformes aux codes déchets autorisés par FIP constatés sur l'admission suivante :
    - BP 01202082 du 21/01/2020 en provenance de BPS FRAGRANCES à Famechon (FIP n°0320-00022).
- Non-Conformité à l'article 30-I alinéa 4 de l'arrêté ministériel susvisé :
  - L'organisation actuelle ne permet pas un contrôle visuel efficace lors de l'admission ou du déchargement des déchets. L'organisation en place n'a pas été en mesure de prévenir des déchargements de déchets non-conformes.
- Non-conformité à l'article 30-III de l'arrêté ministériel susvisé :
  - déchets réceptionnés non conformes au déchet annoncé, constatés sur les admissions suivantes :
    - BP 012202071 du 21/01/2020 en provenance de ARTOIS METAUX à Saint Laurent Blangy (FIP 0319-00029 et 0319-00030).
    - BP 01202082 du 21/01/2020 en provenance de BPS FRAGRANCES à Famechon (FIP n°0320-00022).

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 27, 30-I alinéas 1 et 4 et 30-III de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GURDEBEKE de respecter les prescriptions et dispositions des articles 27, 30-I alinéas 1 et 4 et 30-III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

# ARRETE

**Article 1** – La société GURDEBEKE exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sise Ecopôle Carimara, 80320 LIHONS, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 27, 30-I alinéas 1 et 4 et 30-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif au stockage de déchets non dangereux sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en refusant les déchets dont l'attestation du producteur justifiant d'une opération préalable de collecte séparée ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique ;
- en refusant les déchets ne correspondant pas aux déchets annoncés et en transmettant, au plus tard sous quarante-huit heures, une copie de la notification motivée du refus du chargement, à la préfecture de la Somme ;
- en renforçant l'organisation mise en place afin de s'assurer de la conformité des déchets admis avec les codes déchets autorisés dans les FIP ;
- en renforçant l'organisation mise en place en matière de contrôle visuel afin de s'assurer de la conformité des déchets admis.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

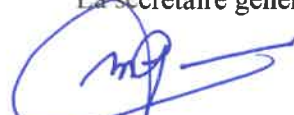
Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 4 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de PERONNE et de MONTDIDIER, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE.

Amiens, le 28 MAI 2020

Pour la préfète et par délégation,  
La secrétaire générale



Myriam GARCIA